



PROGRESSIVE ALLIANCE
ALLIANCE PROGRESSISTE

ALIANZA
PROGRESISTA

www.progressive-alliance.info

L'Alliance progressiste dénonce la répression transnationale et les crimes commis dans les prisons de la dictature Ortega-Murillo au Nicaragua

Adoptée le 19 septembre 2025

Buenos Aires, Argentine

L'Alliance progressiste dénonce devant l'opinion publique internationale que la dictature Ortega-Murillo au Nicaragua a étendu son bras répressif au-delà des frontières nationales. L'assassinat du major à la retraite Roberto Samcam, le 19 juin, à son domicile de San José (Costa Rica), où il vivait en exil depuis 2018, constitue l'expression la plus grave de cette répression transnationale.

Il y a eu au moins trois attaques antérieures contre des figures de l'opposition nicaraguayenne, dont l'une mortelle, visant Rodolfo Rojas, également enlevé au Costa Rica, où il s'était réfugié, et dont le corps a ensuite été retrouvé au Honduras.

Parallèlement, la répression à l'intérieur du Nicaragua se poursuit et vise désormais aussi des partisans du régime. Cela intervient dans le contexte de la crise que traverse la dictature au sujet de la succession de Daniel Ortega.

Le nombre total de prisonniers politiques dépasse soixante-dix (70), et plus de trente (30) d'entre eux sont portés disparus.

L'état d'urgence perdure, dans lequel toutes les libertés ont été violées et où l'enlèvement de citoyens est quotidien.

Le 25 août, on a signalé le décès en prison de Mauricio Alonso Petrie, enlevé le 18 juillet de cette année. Le 29 du même mois, Carlos Cárdenas, enlevé le 17 juillet, est décédé dans des circonstances similaires. Avec eux, ce sont désormais sept prisonniers politiques décédés sous la garde du régime. En février 2022, Hugo Torres, vice-président d'UNAMOS, est décédé dans des conditions analogues, et en mai 2019, Eddy Montes a été assassiné en prison. Santos Flores en 2021 et José Modesto Solís en décembre 2023 sont également morts en tant que prisonniers politiques. Humberto Ortega, ancien chef de l'armée, est décédé en septembre 2024, l'hôpital faisant office de prison.



Les réformes constitutionnelles récemment intervenues, à la suite de la réforme générale de février de cette année, ne représentent qu'une concentration accrue du pouvoir au profit de la famille Ortega-Murillo, cherchant ainsi à légitimer leur dictature.

L'Alliance progressiste dénonce une nouvelle fois que le pouvoir totalitaire et dynastique d'une seule famille constitue un grave recul pour le Nicaragua et une menace sérieuse pour la stabilité et la démocratie dans la région, son enracinement s'inscrivant dans la vague autoritaire qui progresse dans nos pays.

L'Alliance progressiste :

- Exige la libération de tous les prisonniers politiques au Nicaragua.
- Exige que le régime nicaraguayen cesse la répression, rétablisse les libertés et droits civils et garantisse le retour sûr des exilés et des personnes expulsées.
- Appelle les gouvernements progressistes à appliquer des mesures politiques, diplomatiques et financières visant à faire pression sur la dictature Ortega-Murillo pour instaurer le respect des droits humains et une transition vers la démocratie.
- Appelle l'ensemble des forces progressistes à travers le monde à renforcer leur soutien aux forces démocratiques et progressistes ainsi qu'au peuple nicaraguayen dans sa lutte pour la démocratie, l'État de droit et le respect de la dignité humaine.